

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Nîmes, le **31 JUIL. 2019**

Unité inter-départementale Gard-Lozère

Subdivision Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 2019-019 DREAL
du GMES LAFARGEHOLCIM GRANULATS-CROZEL TP sur la commune de NÎMES**

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-2, L. 511-1, L. 514-5 et R. 511-9 ;

Vu l'Autorisation Préfectorale n° 16-190N du 15 décembre 2016 autorisant le GMES LAFARGEHOLCIM GRANULATS – CROZEL TP à exploiter une carrière à ciel ouvert par affouillement du bassin carrière des Antiquailles au lieu dit « Villeverte » sur la commune de NÎMES ;

Vu l'inspection réalisée sur site le 17 juin 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 1^{er} juillet 2019 dont copie a été transmise au GMES LAFARGEHOLCIM GRANULATS-CROZEL TP ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier du 11 juillet 2019 susvisé ;

Considérant l'intégration de la carrière sus-visée dans le périmètre PPA (Plan de Protection Atmosphère) de la zone urbaine de NÎMES ;

Considérant que cette activité relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que lors de la visite en date du 17 juin 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté une émission importante de poussières depuis le site en question ;

Considérant que l'ensemble des dispositifs en place ne permettent pas de respecter un niveau acceptable d'émission de poussières conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;

Considérant que cette situation est à l'origine de nuisances pour l'environnement et de danger pour la circulation routière, et qu'elle est incompatible avec les dispositions du PPA de Nîmes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE :

Article 1 – Mise en demeure au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement

Le GMES LAFARGEHOLCIM GRANULATS – CROZEL TP dont l'adresse est « LAFARGEHOLCIM GRANULATS – RD 612 – 34750 – Villeneuve Les Maguelone » est mise en demeure d'exécuter les prescriptions suivantes;

- dans un délai **deux mois**, l'exploitant remet en fonction le captage du site afin d'alimenter le laveur de roues comme prévu par l'arrêté n° 16-190N du 15 septembre 2016 article 3.1 ;
- dans un délai **deux mois**, l'exploitant remet en fonction le laveur de roues comme prévu par l'arrêté n° 16-190N du 15 septembre article 10 ;
- dans un délai **deux mois**, l'exploitant adapte ces dispositifs afin de maintenir un état d'entretien correct sans accumulation excessif de poussières sur la portion de route située devant l'entrée du site comme prévu par l'arrêté n° 16-190N du 15 septembre 2016 article 10.4 ;
- dans un délai de **six mois**, l'exploitant met en œuvre et/ou adapte les dispositifs existants pour se conformer à la prescription de l'arrêté du 22 septembre 1994 article 19.1 rappelé ci-après :

« 19.1. - Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »

- dans un délai de **six mois**, l'exploitant met en place un dispositif fixe adapté d'abattage des poussières sur le site au niveau de la zone de stockage et des voies de circulation des véhicules.

Ces délais ci-dessus courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Délais et voies de Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Nîmes et pourra y être consultée.
Une copie de cet arrêté sera affichée dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même arrêté sera publié sur le site internet de l'inspection des installations classées, <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/rechercheICForm.php> et affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Article 5 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié au GMES LAFARGEHOLCIM GRANULATS – CROZEL TP et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture ;
 - monsieur le maire de la commune de Nîmes ;
 - monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

le préfet
Pour le Préfet,
le secrétaire général

François LALANNE

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement.

Article L514-6 du code de l'environnement

I. les décisions prises en application des articles L512-1, L512-3, L512-7-3 à L512-7-5, L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1 à L514-2, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II abrogé.

III. les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1 du code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L515-27 et L553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L514-6 et aux articles L211-6, L214-10 et L216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.